





CERINNOV GROUP

COMPTES CONSOLIDES
SEMESTRIELS
AU 30 JUIN 2016



COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS

RAPPORT D'ACTIVITE	3
BILAN ACTIF CONSOLIDE	6
BILAN PASSIF CONSOLIDE	7
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	8
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	9
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	10
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES	11
NOTE 1 – Nature de l'activité et évènements significatifs	11
NOTE 2 – Principes comptables et règles de consolidation	12
NOTE 3 – Périmètre de consolidation	24
NOTES ANNEXES AUX POSTES DE L'ACTIF	25
NOTE 4 – Immobilisations incorporelles	25
NOTE 5 – Ecarts d'acquisition	26
NOTE 6 – Immobilisations corporelles	27
NOTE 7 – Immobilisations financières	28
NOTE 8 – Stocks et en-cours	29
NOTE 9 – Créances d'exploitation et comptes de régularisation	29
NOTE 10 – Disponibilités	30
NOTES ANNEXES AUX POSTES DU PASSIF	31
NOTE 11 – Capitaux propres	31
NOTE 12 – Intérêts minoritaires	31
NOTE 13 – Provisions	31
NOTE 14 – Avances remboursables	33
NOTE 15 – Dettes financières	34
NOTE 16 – Dettes d'exploitation et autres comptes de régularisation	35
NOTE 17 – Engagements hors bilan	36
NOTES ANNEXES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT	37
NOTE 18 – Information sectorielle	37
NOTE 19 – Autres produits d'exploitation	39
NOTE 20 – Autres charges d'exploitation	39



	NOTE 21 – Personnel et effectif	.39
	NOTE 22 – Amortissements et provisions	.40
	NOTE 23 – Résultat financier	
	NOTE 24 – Résultat exceptionnel	.41
	NOTE 25 – Impôts	.41
N	OTES COMPLEMENTAIRES	43
	NOTE 26 - Rémunération des organes de direction	.43



RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL

Les comptes semestriels au 30 juin 2016 ont été établis suivant les mêmes modes de présentation et les mêmes méthodes d'évaluation que l'exercice précédent.

Les données au 30/06/2016 et au 30/06/2015 n'ont pas fait l'objet d'une revue limitée par le commissaire aux comptes.

Activité de la Société sur le 1er semestre 2016

Sur le 1^{er} semestre 2016, le chiffre d'affaires s'inscrit en progression de +55,2% à 7,4 M€ contre 4,8 M€ au premier semestre 2015. Les trois principaux segments d'activité du Groupe (85% du chiffre d'affaires) contribuent significativement à cette forte croissance.

En M€, au 30 juin, données non auditées	S1 2016	S1 2015 ⁽¹⁾	Variation
Robotique et Numérisation Avancée	2,0	1,1	+78,3%
Traitement Thermique de la Matière	2,4	1,5	+61,0%
Procédé Laser et Décoration	1,9	0,9	+101,0%
SAV, consommables, autres	1,1	1,2	-7,0%
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	7,4	4,8	+55,2%

⁽¹⁾ Lors de la mise en place de la consolidation pour les exercices 2014 et 2015, la société a opté pour la méthode de comptabilisation à l'avancement (proportionnellement à l'avancement des travaux constatés, pour les travaux liés à des contrats long terme réalisés sur au moins deux exercices et de montant supérieur à 150K€). Les données pour le premier semestre 2015 à l'avancement ne sont pas disponibles ; la société estime que la différence est non significative.

Cerinnov Group a réalisé une part significative (86%) de son chiffre d'affaires hors de France au premier semestre 2016.

Ainsi, l'activité progresse de +151% à l'international à 6,4 M€ (contre 2,5 M€ au 1er semestre 2015) portée par des projets d'envergure signés par Cerinnov Group sur la période.



Au 1^{er} semestre, la marge brute ressort en progression de +12% à 2,9 M€. Elle représente 40% du chiffre d'affaires contre 55% au 1er semestre 2015. Cette évolution intègre en particulier le recours accru à la sous-traitance afin d'accompagner la forte croissance de l'activité.

Dans ce contexte d'accélération de l'activité, la structure de charges reste maîtrisée avec un effectif qui est resté stable à 74 personnes au 30 juin 2016. L'évolution des autres charges est également restée contenue. Cet encadrement de coûts permet au groupe d'afficher une rentabilité en progression avec un EBITDA qui s'élève à 261 K€ contre 205 K€ au 1er semestre 2015.

Après prise en compte des dotations aux amortissements et provisions, le résultat d'exploitation s'établit à 199 K€ contre 82 K€ au 1er semestre 2015.

Le résultat financier ressort en perte de -103 K€ et correspond notamment aux intérêts des emprunts bancaires et obligataires.

Le résultat exceptionnel affiche un gain de 275 K€ correspondant à la plus-value réalisée sur la cession d'un bâtiment qui était loué à une société extérieure au groupe.

Au total, le résultat net part du groupe s'établit à 261 K€ contre une perte de -5 K€ au 1er semestre 2015.

Au 30 juin 2016, les capitaux propres progressent significativement à 9,0 M€ contre 817 K€ à fin décembre 2015, intégrant le produit de l'augmentation de capital réalisée dans le cadre de l'Introduction sur Alternext Paris (9,2 M€ levés dont 0,4 M€ par compensation de créances et sur lesquels s'imputent les frais liés à l'introduction pour 1,3 M€).

La trésorerie à fin juin ressort à 7,8 M€.

Cette trésorerie ne tient pas compte de l'exercice de l'option de surallocation intervenue le 20 juillet 2016 qui a porté le montant des fonds levés de 9,2 M€ à 10,4 M€.



Evolution prévisible de l'activité jusqu'à la clôture de l'exercice

Fort d'un carnet de commandes de plus de 13 M€, dont 85% sont facturables sur 2016, Cerinnov Group est confiant dans la réalisation d'un exercice de forte croissance. Ainsi en 2016, le groupe envisage d'atteindre un chiffre d'affaires d'au moins 18 M€, soit une croissance attendue supérieure à 80% sur l'exercice.

En termes de rentabilité, Cerinnov Group anticipe une amélioration de la rentabilité opérationnelle au second semestre avec plus de 60% du chiffre d'affaires restant encore à facturer alors que la structure de charges devrait rester stable. Sur l'exercice, le groupe entend ainsi enregistrer une marge d'exploitation supérieure à 2015, qui était de 7,2%.



BILAN ACTIF CONSOLIDÉ

ACTIF	Notes	30-juin-16	31-déc15
En milliers d'euros		Valeurs nettes	Valeurs nettes
Immobilisations incorporelles	4	1 753	1 761
Ecarts d'acquisition	5	131	163
Immobilisations corporelles	6	286	458
Immobilisations financières	7	36	39
Titres mis en équivalence		-	-
Total Actif Immobilisé		2 206	2 420
Stocks et en-cours	8	1 275	1 383
Clients et comptes rattachés	9	5 351	4 314
Autres créances et comptes de régularisation	9	2 231	1 402
Valeurs mobilières de placement	10	4	5
Disponibilités	10	7 838	975
Total Actif		18 906	10 499



BILAN PASSIF CONSOLIDÉ

PASSIF	Notes	30-juin-16	31-déc15
En milliers d'euros		Valeurs nettes	Valeurs nettes
Capital		668	430
Primes liées au capital		7 853	142
Réserves		249	(411)
Réserves de conversion groupe		11	(4)
Résultat de l'exercice		261	660
Total Capitaux Propres	11	9 042	817
Intérêts hors groupe		22	9
Total Intérêts Minoritaires	12	22	9
Provisions pour risques et charges	13	244	710
Avances remboursables	14	949	1 056
Emprunts et dettes financières	15	3 051	3 178
Fournisseurs et comptes rattachés	16	2 646	2 231
Autres dettes et comptes de régularisation	16	2 952	2 497
Total Passif		18 906	10 499



COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

COMPTE DE RESULTAT	Notes	30-juin-16	30-juin-15
En milliers d'euros			
Chiffre d'affaires	18	7 391	4 760
Production immobilisée		30	96
Autres produits d'exploitation	19	316	206
Total Produits d'exploitation		7 736	5 062
Achats consommés		(4 446)	(2 122)
Autres charges d'exploitation	20	(959)	(743)
Charges de personnel	21	(1 991)	(1 919)
Impôts et taxes		(78)	(73)
EBITDA		261	205
Variations nettes des amortissements et des provisions	22	(62)	(124)
Résultat d'exploitation		199	82
Résultat financier	23	(103)	(52)
Résultat courant des sociétés intégrées		97	30
Résultat exceptionnel	24	275	(1)
Impôt sur les résultats	25	(66)	(3)
Résultat net des sociétés intégrées		305	27
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	5	(32)	(32)
Résultat net de l'ensemble consolidé		273	(5)
Intérêts minoritaires	12	(13)	(0)
Résultat net (part du groupe)		261	(5)
Résultat par action (en euros)		0.08	- 0.03
Résultat dilué par action (en euros)		0.08	- 0.03

Sur la détermination du résultat dilué par action, cf. Note 2.3.13 – Résultat net par action



TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros		Primes liées		Résultat de	de Autres			Capitaux
	Capital	Réserves	l'exercice	Ecarts de conversion	Autres	Total	propres part du groupe	
Situation en date du 01/12/2015	430	142	45	(456)	(2)		(2)	159
Situation en date du 01/12/2015	430	142	45	(436)	(2)		(2)	159
Affectation résultat N-1	-	-	(456)	456	-	-	-	-
Variation des taux de change	(0)	-	(0)	-	(8)	-	(8)	(8)
Part du groupe dans le résultat	-	-	-	(5)	-	-	-	(5)
Situation en date du 31/12/2015	430	142	(411)	660	(4)	-	(4)	817
Affectation résultat N-1	-	-	660	(660)	-	-	-	-
Augmentation de capital	238	7 711	-	-	-	-	-	7 949
Variation des taux de change	-	-	-	-	15	-	15	15
Part du groupe dans le résultat	-	-	-	261	-	-	-	261
Situation en date du 30/06/2016	668	7 853	249	261	11	-	11	9 042



Tableau des flux de trésorerie consolidés

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	30-juin-16	30-juin-15
En milliers d'euros		
Résultat net total des sociétés consolidées	273	(5)
Elimination des amortissements et provisions	(320)	174
Elimination de la variation des impôts différés	15	3
Elimination des plus ou moins values de cession	(275)	-
Marge brute d'autofinancement	(306)	173
Variation du BFR lié à l'activité	(907)	(525)
Flux net généré par (affecté à) l'activité	(1 213)	(353)
Acquisition d'immobilisations	(67)	(130)
Cession d'immobilisations	409	3
Flux net provenant des (affecté aux) investissements	342	(127)
Augmentations (réductions) de capital	7 949	-
Emissions d'emprunts	1 257	504
Remboursements d'emprunts	(1 558)	(330)
Flux net provenant du (affecté au) financement	7 648	174
Incidence de la variation des taux de change	(7)	11
Variation de trésorerie	6 769	(294)
Trésorerie d'ouverture	772	545
Trésorerie de clôture	7 541	251

Les disponibilités sont détaillées en Note 10 – Disponibilités.



Notes annexes aux comptes consolidés

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

NOTE 1 – Nature de l'activité et évènements significatifs

1.1 – Information relative à la société et à son activité

CERINNOV GROUP (« la Société ») est une société anonyme, de droit français, mère du Groupe. Elle est enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Limoges sous le numéro 419 772 181.

Le Groupe est spécialisé dans le développement de solutions innovantes pour la fabrication d'équipements de production. Fort de nombreux brevets mondiaux et acteur du Pôle Européen de la Céramique, le Groupe se place comme un acteur majeur dans son secteur.

Le siège social de la société est situé à l'adresse suivante : 2 rue de Columbia – 87000 Limoges.

1.2 – Evènements marquants de la situation semestrielle du 30 juin 2016

La société a été admise à la cotation sur le marché boursier Alternext Paris, par une Offre Publique, le 17 juin 2016.

L'introduction en bourse a permis de lever 9 199 996.20€ dont 424 375.60€ de souscriptions libérées par compensation de créances.

Les frais d'émission, imputés sur l'augmentation des capitaux propres qui résulte de cette introduction, se sont élevés à 1 274 762€. Ces frais sont notamment constitués des frais de communication, d'honoraires de conseils et d'honoraires juridiques, d'honoraires d'interventions sur le prospectus et enfin de frais de placement.

1.3 – Evènements postérieurs à la clôture semestrielle du 30 juin 2016

La clause de sur-allocation a été exercée le 21 juillet 2016 permettant de lever 1 261 035.20€ de fonds supplémentaires sur lesquels s'imputent des frais d'émission supplémentaires pour 114 572€.



NOTE 2 – Principes comptables et règles de consolidation

2.1 - Référentiel comptable

Les comptes consolidés sont établis conformément aux principes applicables en France.

Les règles et méthodes comptables appliqués sont conformes au règlement 99-02 du Comité de Réglementation Comptable le 29 avril 1999 actualisé par le règlement 2005-10 du 3 novembre 2005.

Les états financiers des sociétés étrangères consolidées, établis selon les règles en vigueur dans leurs pays respectifs, sont retraités pour se conformer aux principes du Groupe.

2.2 – Modalités de consolidation

2.2.1 - Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont les suivantes :

- les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale,
- les sociétés contrôlées conjointement avec d'autres actionnaires sont consolidées par intégration proportionnelle,
- les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les filiales ou participations non significatives ne sont pas consolidées.

2.2.2 – Devise retenue et méthodes de conversion appliquées aux sociétés étrangères

Les états financiers consolidés du Groupe ainsi que les notes aux états financiers sont présentés en milliers d'euros. Ils ont été préparés sur la base des comptes des sociétés de la zone euro établis en euros et des comptes des sociétés étrangères établis dans leur devise de fonctionnement et convertis en euros.

Les états financiers des sociétés étrangères sont convertis selon les principes suivants :

- au cours de clôture pour les comptes de bilan,
- au taux moyen semestriel pour les comptes de résultat.



Les différences de change ainsi dégagées sont comptabilisées en écarts de conversion dans les capitaux propres.

L'écart de conversion résultant de l'impact de la variation du taux de change entre l'ouverture et la clôture et d'autre part de l'utilisation de taux différents pour le compte de résultat et le bilan est inclus dans les capitaux propres consolidés dans le poste « réserves de conversion ».

Les cours de conversion appliqués sont les suivants :

Pays	Devise		Cours moyen 30/06/2016	Cours clôture 31/12/2015	Cours moyen 30/06/2015	
Zone Euro	Euro	1	1	1	1	
ROYAUME UNI	Livre Sterling	0.83	0.78	0.73	0.73	
USA	Dollar US	1.11	1.12	1.09	1.12	

2.2.3 – Date de clôture

Les comptes consolidés semestriels ont été réalisés au 30 juin.

Une situation semestrielle au 30/06 a été réalisée pour l'ensemble des sociétés du Groupe.

Les données au 30/06/2016 et au 30/06/2015 n'ont pas fait l'objet d'une revue limitée de la part du commissaire aux comptes.

2.3 – Règles et méthodes comptables

Les comptes sociaux des sociétés consolidées, établis en accord avec les principes comptables et les réglementations de leurs pays respectifs, font l'objet de retraitements pour se conformer aux principes comptables du Groupe.

Les comptes consolidés respectent les principes suivants :

- Maintien des coûts historiques,
- Continuité d'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes.



2.3.1 - Reconnaissance du chiffre d'affaires

Un produit est comptabilisé dans le résultat de l'exercice s'il est :

- réalisé c'est-à-dire qu'il est certain dans son principe et son montant ;
- et acquis à l'exercice.

Les produits probables, à l'inverse des charges probables, ne peuvent pas être comptabilisés. Les produits figurent nets de la taxe sur la valeur ajoutée, des retours de marchandises, des rabais et des remises, et déduction faite des ventes intragroupe.

Les livraisons ou expéditions et les prestations de services non réalisées à la clôture d'un exercice ayant donné lieu à une facturation sont comptabilisées en produits constatés d'avance.

Certaines ventes réalisées par le Groupe constituent des contrats à long terme au sens de l'article 622-1 du Plan Comptable Général. La méthode à l'avancement, considérée par le Comité de la Réglementation Comptable comme la méthode préférentielle (Règlement 99.02) pour la comptabilisation des contrats à long terme, est appliquée (cf. Note 2.7.9 – Méthode à l'avancement).

Les principaux produits issus des activités du Groupe sont comptabilisés de la manière suivante :

Vente d'équipements industriels :

Le Groupe fabrique et commercialise des équipements industriels dans les trois domaines suivants :

- la robotique et la numérisation avancée ;
- le traitement thermique de la matière ;
- les procédés laser et la décoration.

Les ventes de biens sont comptabilisées lors du transfert de propriété aux clients. Le transfert de propriété et des risques est réalisé, en fonction des contrats, soit à l'expédition soit à l'installation des biens.

Les biens font généralement l'objet d'une garantie de douze mois. Des procédures de tests étant réalisées avant toute expédition, le Groupe n'a pas, historiquement, constaté de coûts significatifs liés aux garanties.



Vente de consommables et pièces détachées :

Ces ventes comprennent les ventes d'outillages, de moules, de consommables et de pièces détachées. Les produits sont comptabilisés à la date de transfert de propriété au client intervenant à la livraison.

Prestations de services

Le Groupe réalise des opérations de maintenance, de service après-vente, de dépannage et des études. Ces prestations sont reconnues en produits lorsque le service a été rendu.

Méthode à l'avancement

La méthode à l'avancement est utilisée pour les projets « usine – clé en main » et pour toutes les affaires significatives en-cours.

Les modalités d'application de cette méthode au niveau du Groupe sont les suivantes :

- Si l'entreprise est en mesure d'estimer de façon fiable le résultat à terminaison, le résultat est constaté à l'avancement en appliquant au résultat à terminaison le pourcentage d'avancement ;
- Si l'entreprise n'est pas en mesure d'estimer de façon fiable le résultat à terminaison, aucun profit n'est dégagé;
- Dans le cas où le résultat pourrait être déterminé de manière fiable, si le résultat à terminaison estimé est négatif, une perte à terminaison doit être constatée immédiatement sous déduction de la perte déjà comptabilisée à l'avancement ;

Le pourcentage d'avancement d'un projet est déterminé par le rapport entre les dépenses engagées à la date d'arrêté des comptes et les charges prévisionnelles du projet.

2.3.2 - Information sectorielle

Pour les besoins de l'information sectorielle, un secteur d'activité ou une zone géographique est défini comme un ensemble homogène de produits, services, métiers ou pays qui est individualisé au sein de l'entreprise, de ses filiales ou de ses divisions opérationnelles.

La segmentation adoptée pour l'analyse sectorielle est issue de celle qui prévaut en matière d'organisation interne du Groupe.

Les activités du Groupe constituent un seul secteur d'activité relatif à la production et la vente de machines pour les industries de la céramique et du verre. Le Groupe dispose cependant d'informations sur le chiffre d'affaires par nature de produits et services, par secteur de débouchés et par zone géographique de vente.



2.3.3 - Ecarts d'acquisition

L'écart d'acquisition constaté lors d'une prise de participation, égal à la différence, à la date d'acquisition, entre le prix d'achat des titres de participation (frais d'acquisition compris) et la valeur réestimée des actifs et passifs des sociétés achetées, est affecté aux postes appropriés du bilan consolidé, la partie non affectée étant inscrite soit à la rubrique écarts d'acquisition à l'actif du bilan, soit en provision pour risques au passif.

Compte tenu de leur nature, les écarts d'acquisition sont amortis linéairement sur une durée de 10 ans.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un amortissement exceptionnel, lorsque des circonstances particulières indiquent que les hypothèses retenues lors de l'acquisition sont remises en cause.

2.3.4 - Frais de recherche et développement

Le Groupe réalise des projets de recherche et développement de deux catégories différentes :

- des projets collaboratifs pour lesquels le Groupe est partenaire ;
- des projets internes (pour le Groupe);

Les frais de développement sont portés à l'actif lorsque les projets ont une durée de réalisation supérieure à un an et que le montant de dépenses prévisibles est significatif. Ils sont composés de coûts liés spécifiquement au développement d'un produit et sont évalués à leur coût de production.

En application de la méthode préférentielle, les dépenses de développement sont immobilisées dès lors que le Groupe peut démontrer que les critères suivants sont atteints :

- Le Groupe a l'intention, la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme;
- Il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront au Groupe ;
- Le coût de l'actif incorporel créé à ce titre peut être évalué de façon fiable.

Les coûts de développement engagés par le Groupe et portés à l'actif concernent essentiellement des projets d'innovation stratégique industrielle faisant l'objet d'un suivi annuel individualisé par projet et ayant de sérieuses chances de réussite commerciale. Les frais de développement ne remplissant pas les critères d'activation sont comptabilisés en charges.

Les éléments constitutifs des frais immobilisés sont des dépenses de personnel, des frais généraux internes et des achats externes.



Les coûts de production sont comptabilisés en « immobilisations en cours » jusqu'à la fin du programme. A compter de cette date, ils sont virés à un compte d'immobilisation incorporelle et amortis selon le mode linéaire sur une durée de 5 ans qui correspond selon la Direction à la durée estimée de consommation des avantages économiques futurs.

Les travaux correspondant à la phase de recherche sont comptabilisés en charge sur la période au cours de laquelle ils sont engagés.

2.3.5 – Immobilisations incorporelles et corporelles

Conformément au règlement CRC n°2004-06, les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les frais accessoires, droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, ne sont pas incorporés à ce coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire sur la durée d'utilisation :

Frais de recherche et développement	5 ans
Fonds de commerce	10 ans
Logiciels	1 an
Installations techniques	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriels	1 à 10 ans
Installations générales et agencements divers	5 à 10 ans
Matériel de transport	1 à 5 ans
Matériel de bureau	3 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 4 ans
Mobilier	4 à 10 ans



Fonds de commerce

Le poste fonds commercial d'une valeur de 868K€ correspond à des fonds de commerce achetés par les sociétés du groupe.

L'amortissement sur 10 ans a été retenu, d'une part pour le caractère récurrent des besoins de la clientèle attachée à ces fonds, et d'autre part en application des préconisations de la CNCC.

2.3.6 - Titres de participation non consolidés et autres immobilisations financières

Les immobilisations financières sont inscrites au bilan à leur valeur brute, constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

2.3.7 - Stocks et en-cours

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements sont valorisés au dernier prix d'achat.

Les produits fabriqués (en-cours et finis) sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Une provision pour dépréciation des stocks est enregistrée lorsque la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus est inférieure à la valeur de réalisation, déduction faite des frais proportionnels de vente.

2.3.8 - Créances et dettes

Les créances et les dettes sont évaluées pour leur valeur nominale (coût historique). Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte du risque de non-recouvrement.

Avances remboursables

Les avances remboursables correspondent à des avances reçues d'organismes publics pour le financement des activités de recherche de la société. Selon les conventions, le remboursement peut être, dans certains cas, conditionnel au succès du projet.

Dettes financières

Les dettes financières sont valorisées à leur valeur nominale. Les frais d'émission des emprunts sont immédiatement pris en charge.



2.3.9 – Provisions et passifs éventuels

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers, dans la mesure où elle peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources pour le Groupe.

Si le montant ou l'échéance ne peuvent être estimés avec suffisamment de fiabilité, il s'agit alors d'un passif éventuel qui constitue un engagement hors bilan.

2.3.10 – Opérations en devises

Les créances et dettes en monnaies étrangères sont converties en euros sur la base du cours de change officiel en vigueur à la clôture du bilan ou du taux de la couverture de change mise en place le cas échéant.

Conformément à la méthode préférentielle du règlement 99-02, pour les créances et dettes libellées dans les devises des pays situés hors zone euro, les pertes ou profits latents résultant de cette conversion des transactions, sont enregistrés dans le compte de résultat consolidé sous la rubrique « charges ou produits financiers ».

2.3.11 - Engagements de retraite

Les engagements des sociétés du Groupe figurent au passif du bilan en provisions pour charges.

L'engagement de retraite supporté par le Groupe est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel des entités françaises, la législation prévoyant que des indemnités soient versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. Le coût actuariel des engagements est pris en charge chaque année pendant la durée de vie active des salariés et il est comptabilisé en résultat en « Dotations aux amortissement et provisions ». L'incidence des variations d'hypothèses est constatée immédiatement en compte de résultat.

2.3.12 – Comptabilisation des impôts différés

Certains retraitements apportés aux comptes sociaux des sociétés consolidés ainsi que certains reports d'imposition existant dans les comptes sociaux peuvent dégager des différences temporaires entre la base imposable fiscalement et le résultat retraité.

Ces différences temporaires donnent lieu à la constatation d'impôts différés dans les comptes consolidés.

Les impôts différés actifs ne sont généralement constatés qu'à hauteur des passifs, sauf lorsqu'il existe une très forte probabilité de pouvoir récupérer cet impôt sur les sociétés. Dans le cas ou leur utilisation reste aléatoire, l'économie d'impôt n'est constatée qu'au fur et à mesure de l'imputation effective des déficits fiscaux correspondants.



En application de la méthode du report variable, l'effet des éventuelles variations du taux d'imposition sur les impôts différés constatés antérieurement, est enregistré en compte de résultat au cours de l'exercice où ces changements deviennent certains.

Les retraitements d'impôt sur les sociétés étrangères sont effectués au taux d'imposition du pays concerné.

2.3.13 – Résultat net par action

Le résultat net par action se calcule en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat net dilué par action s'obtient en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'incidence de la conversion maximale des instruments dilutifs en actions ordinaires.

Les emprunts obligataires ont été remboursés avant l'introduction en bourse et les bons de souscription attachés ont été exercés. Il n'y a donc plus de retraitements entre le résultat net par action et le résultat net dilué par action.

2.3.14 – Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend les éléments de natures exceptionnelles tels que définis par le plan comptable général. Il intègre également des éléments de nature courante, qui par leur montant et leur probabilité de survenance, revêtent un caractère exceptionnel.

2.3.14 - EBITDA

L'EBITDA (Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization) correspond au résultat d'exploitation avant variations nettes des dotations et reprises sur amortissements et provisions. Les provisions comprennent les provisions sur actifs immobilisés, sur actifs circulants et risques et charges.

2.4 – Changements de méthodes comptables

- Néant -



2.5 – Méthodes préférentielles

L'application des méthodes préférentielles du règlement CRC 99-02 est la suivante :

Application des méthodes préférentielles	
Comptabilisation des contrats de location-financement (Note 2.7.1)	Oui
Provisionnement des prestations de retraites et assimilés (Note 2.3.11)	Oui
Étalement des frais d'émission et primes de remboursement des emprunts obligataires sur la durée de vie de l'emprunt	Oui
Comptabilisation en résultat des écarts de conversion actif / passif	Oui
Comptabilisation à l'avancement des opérations partiellement achevées à la clôture de l'exercice (Note 2.7.9)	Oui

2.6 - Dérogations

- Néant -

2.7 – Retraitements de consolidation

Les retraitements suivants ont été effectués dans les comptes sociaux des filiales :

2.7.1 – Contrats de crédit-bail

Les biens financés par des contrats de crédit-bail figurent à l'actif et sont amortis suivant les principes d'amortissement du Groupe utilisés pour des immobilisations de même nature. Les engagements financiers correspondants sont portés dans les dettes financières.

2.7.2 – Transactions intra-groupe

Les opérations réalisées entre les sociétés du Groupe et figurant dans les comptes individuels au bilan et au compte de résultat sont neutralisées dans les comptes consolidés.



2.7.3 – Provisions sur éléments d'actif intra-groupe

Les dépréciations de titres de participation, de prêts, de comptes courants et de comptes clients existant à l'ouverture de l'exercice sont portées dans les réserves pour leur montant brut. Parallèlement, les dotations et reprises constatées dans l'exercice sont neutralisées dans le compte de résultat.

2.7.4 - Profits internes

Les profits internes sur stocks, les plus ou moins-values réalisées sur cessions internes d'immobilisations corporelles, incorporelles ou financières sont éliminés du compte de résultat.

2.7.5 – Homogénéité des méthodes comptables

Les actifs, les passifs, les charges et les produits des entreprises consolidées sont évalués et présentés selon des méthodes homogènes au sein du Groupe. En conséquence, des retraitements sont opérés dès lors que des divergences existent entre les méthodes comptables et leurs modalités d'application retenues pour les comptes individuels des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation et celles retenues pour les comptes consolidés.

Conformément à ce principe, un retraitement est comptabilisé dans les comptes consolidés afin d'homogénéiser la durée d'amortissement des fonds de commerce à 10 ans.

2.7.6 – Participation des salariés

La participation des salariés est reclassée, le cas échéant, conformément au règlement 99-02 du CRC dans le résultat d'exploitation dans le poste « charges de personnel ».

Il n'y a pas de participation des salariés dans les sociétés du Groupe.

2.7.7 - Frais d'établissement

En application du règlement CRC 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, le Groupe applique la méthode préférentielle consistant à comptabiliser en charges les frais de constitution, de transformation et de premier établissement.

2.7.8 – Crédit impôt recherche

En application du principe général de prédominance de la substance sur l'apparence propre aux comptes consolidés et, en particulier, de retraitement des écritures de nature fiscale prévus au Règlement 99-02, les



crédits d'impôt recherche sont requalifiés en tant que subvention d'exploitation, ou subvention d'investissement si les frais de développement sont immobilisés.

Pour les frais de développement immobilisés (voir Note 2.3.4 – Frais de recherche et développement), le crédit impôt recherche figurant dans le poste « Impôts sur les sociétés » dans les comptes sociaux est reclassé en « produits constatés d'avance » dans les comptes consolidés et rapporté au résultat sous la rubrique « subvention d'investissement virées au résultat » figurant dans les «produits exceptionnels » selon les mêmes modalités d'étalement que les frais de développement inscrits à l''actif du bilan.

Pour les frais de recherche et développement comptabilisés en charges, le crédit d'impôt recherche figurant dans le poste « Impôts sur les sociétés » dans les comptes sociaux est reclassé en « subventions d'exploitation » dans les comptes consolidés.

2.8 - Tableau des flux de trésorerie consolidés

Le tableau des flux de trésorerie présente, pour la période, les entrées et les sorties de disponibilités et de leurs équivalents, classées en activité d'exploitation, d'investissement et de financement.

Le Groupe définit la trésorerie disponible comme l'ensemble des instruments financiers qui lui permettent de gérer, sans prendre de risques significatifs, ses excédents ou ses besoins de trésorerie court terme. Elle comprend notamment :

- les valeurs mobilières de placement et autres placements à court terme aisément convertibles en disponibilités,
- les disponibilités bancaires, minorées des valeurs remises à l'encaissement à la clôture de l'exercice, mais non encore échues,
- les soldes bancaires créditeurs, ne faisant pas l'objet d'une confirmation à plus d'un an par un établissement financier, ainsi que les intérêts courus et non échus qui s'y rattachent,

Par ailleurs, les flux de trésorerie en provenance des filiales hors zone Euro sont convertis au taux moyen annuel des devises concernées. La variation calculée entre le taux moyen et le taux de clôture des devises est inscrite dans le tableau des flux de trésorerie sur la ligne « effets des variations de change sur la trésorerie nette ».

La ligne « incidence des variations de périmètre » correspond aux entrées ou sorties de périmètre, mais également aux variations de pourcentage de détention du Groupe dans les filiales au cours de l'exercice.



En cas d'acquisition, cette ligne comprend le coût d'acquisition des titres diminué de la trésorerie apportée. Les autres flux ne tiennent compte que des mouvements depuis la date d'acquisition de la société.

NOTE 3 - Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe regroupent les comptes de la société mère et des filiales dans lesquelles la société mère exerce directement un contrôle exclusif ou une influence notable. Les sociétés intégrées dans le périmètre de consolidation sont les suivantes :

Nom	SIREN	Siège social	Taux de contrôle	Taux d'intérêt	Méthode de consolidation
Cerinnov Group SA	419 772 181	Limoges	Mère	Mère	IG
Cerinnov SAS	395 045 305	Limoges	100%	100%	IG
Cerinnov LTD	N° 2993927	Stoke-on-Trent	100%	100%	IG
Cerinnov INC		Golden	90%	90%	IG
Wistra SAS	793 343 724	Limoges	100%	100%	IG
Wistra Cerinnov GMBH		Cologne	100%	100%	IG

Il n'y a pas eu de mouvement de périmètre sur le 1^{er} semestre 2016.

La société ELMECERAM USA INC dont les comptes ne présentent pas un caractère significatif a été exclue du périmètre de consolidation.



Notes annexes aux postes de l'Actif

NOTE 4 - Immobilisations incorporelles

Les mouvements de l'exercice concernant les immobilisations incorporelles se présentent comme suit :

VARIATION DES VALEURS BRUTES	31-déc15	Acquisition	Diminution	Var. périmètre	Autres	30-juin-16
En milliers d'euros						
Frais de recherche & développement	306	-			-	306
Concessions, brevets & droits similaires	79	1			(0)	80
Fonds commercial	868	-			-	868
Immobilisations incorporelles en cours	1 317	30			-	1 346
Autres immobilisations incorporelles	1	-			(0)	1
Total valeurs brutes	2 571	30			(0)	2 601
VARIATION DES AMORTISSEMENTS	31-déc15	Dotations	Reprises	Var. périmètre	Autres	30-juin-16
VARIATION DES AMORTISSEMENTS En milliers d'euros	31-déc15	Dotations	Reprises	Var. périmètre	Autres	30-juin-16
	31-déc15	Dotations _	Reprises	Var. périmètre	Autres	30-juin-16
En milliers d'euros		Dotations -	Reprises	Var. périmètre	Autres	·
En milliers d'euros Amt/Prov. frais de rech. & développ	(306)	-	Reprises	Var. périmètre	-	(306)
En milliers d'euros Amt/Prov. frais de rech. & développ Amt/Prov. conc, brevets & dts similaires	(306)	- (5)	Reprises	Var. périmètre	-	(306) (63)
En milliers d'euros Amt/Prov. frais de rech. & développ Amt/Prov. conc, brevets & dts similaires Amt/Prov. fonds commercial	(306) (58) (446)	(5)	Reprises	Var. périmètre	- 0	(306) (63) (479)

Les frais de recherche et développement correspondent au projet ANVAR METAL activé en 2003 et amorti sur 5 ans.

Les immobilisations incorporelles en cours correspondent notamment :

- Au projet FASIL pour 636 K€. Ce projet a débuté en 2012 et a pour objet la fabrication de cellule photovoltaïque;
- Au projet CERINJECT pour 379 K€. Ce projet a débuté en 2013 et a pour objectif de réaliser un projet collectif basé sur la technologie à injection basse pression pour la réalisation de machine pilote à l'échelle industrielle;



 Au projet FE2E pour 273 K€. Ce projet a débuté en 2014 et vise à la réalisation de fusible écologiquement et économiquement efficace destiné à la protection des onduleurs à communication en tension.

Au cours du 1^{er} semestre 2016, les frais de recherche et développement comptabilisés en charges s'élèvent à 1 114 K€.

Le fonds commercial correspond à :

CERINNOV France 323K€
 WISTRA 300K€
 WISTRA CERINNOV GMBH 245K€

NOTE 5 – Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition se présentent comme suit :

VARIATION DES VALEURS BRUTES	31-déc15	Acquisition	Diminution	Var. périmètre	Autres		30-juin-16
En milliers d'euros							
Ecart d'acquisition	723	-	-		-	-	723
Ecart d'acquisition	723	-	-		-	-	723
VARIATION DES AMORTISSEMENTS	31-déc15	Dotations	Reprises	Var. périmètre	Autres		30-juin-16
En milliers d'euros							
Amt/Pertes val. écart d'acquisition	(560)	(32)	-		-	-	(592)
Total amortissements	(560)	(32)	-		-	-	(592)
Ecarts d'acquisition	163	(32)	-		-	-	131

Compte tenu de leur nature, les écarts d'acquisition sont amortis linéairement sur une durée de 10 ans.

Détail des écarts d'acquisition actifs :

ECARTS D'ACQUISITION ACTIFS		31-déc15		
En milliers d'euros	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette	Valeur nette
CERINNOV SAS	631	(500)	131	163
CERINNOV LTD	92	(92)	-	-
Ecarts d'acquisition	723	(592)	131	163



Au cours de l'année 2008, la société CERINNOV GROUP a acquis 100% des titres de la SA CERINNOV HOLDING, qui détenait elle-même 99.98% de la SA ELMECERAM. La valeur d'acquisition de ces titres s'élevait alors à 1 100 K€ et la quote-part de situation nette acquise à 469 K€ (sur la base des comptes clos au 31 décembre 2007). Cette opération a généré en consolidation la comptabilisation d'un écart d'acquisition positif de 631 K€ amorti sur 10 ans.

Toujours au cours de l'année 2008, la société CERINNOV GROUP a acquis 100% des titres de la société CERINNOV UK. La valeur d'acquisition de ces titres s'élevait alors à 1 € et la quote-part de situation nette acquise à (92) K€ (sur la base des comptes clos au 31 décembre 2007). Cette opération a généré en consolidation la comptabilisation d'un écart d'acquisition positif de 92 K€ intégralement déprécié.

Enfin, la même année, la société Cerinnov Group a acquis 100% des titres de la société ELMECERAM USA INC. Cependant, cette société étant non significative et n'ayant plus d'activité depuis 2005, elle a été laissée en dehors du périmètre de consolidation. Aucun écart d'acquisition n'a donc été constaté.

NOTE 6 – Immobilisations corporelles

Les mouvements de l'exercice concernant les immobilisations corporelles se présentent comme suit :

VARIATION DES VALEURS BRUTES	31-déc15	Acquisition	Cession	Var. périmètre	Autres	30-juin-16
En milliers d'euros						
Terrains	63	-	(63)	-	-	-
Constructions	293	-	(293)	-	-	-
Installations tech, matériel & outillage	716	11	-	-	(3)	725
Autres immobilisations corporelles	444	26	(8)	-	(1)	461
Immobilisations corporelles en cours	31	-	-	-	-	31
Total valeurs brutes	1 548	37	(364)	-	(4)	1 217
Dont crédit-bail	394		(357)			37



VARIATION DES AMORTISSEMENTS	31-déc15	Dotations	Reprises	Var. périmètre	Autres	30-juin-16
En milliers d'euros						
Amt/Prov. constructions	(219)	(6)	225	-	-	-
Amt/Prov install tech, matériel & outil	(544)	(41)	3	-	-	(583)
Amt/Prov. autres immobilisations corp	(327)	(29)	8	-	-	(348)
Total amortissements	(1 090)	(77)	236	-	-	(931)
Dont crédit-bail	(238)		225			(13)
Immobilisations incorporelles	458	(40)	(128)	-	(4)	286
Dont crédit-bail	156	-	(132)	-	-	24

Le terrain et la construction pris en crédit-bail immobilier par la société CERINNOV GROUP ont été cédés sur l'exercice à la SCI IMMO ESTER qui n'entre pas dans le périmètre de consolidation.

NOTE 7 – Immobilisations financières

Les mouvements de l'exercice concernant les immobilisations financières se présentent comme suit :

VARIATION DES VALEURS BRUTES	31-déc15	Acquisition	Cession	Var. périmètre	Autres	30-juin-16
En milliers d'euros						
Autres créances ratt à des participations	1	-	-	· -	-	1
Prêts, cautionnements et autres créances	38	-	(3)	-	-	35
Total valeurs brutes	39	-	(3)	-	-	36
VARIATION DES AMORTISSEMENTS	31-déc15	Dotations	Reprises	Var. périmètre	Autres	30-juin-16
En milliers d'euros						
Prov. prêts, cautionnements et autres créances	-	-	-	-	-	-
Total amortissements	-	-	-	-	-	-
Immobilisations financières	39	_	(3)	_		36

La ligne « Prêt, cautionnements et autres créances » correspond à des dépôts de garantie versés.



NOTE 8 - Stocks et en-cours

Le détail du poste « Stocks et en-cours » se présente comme suit :

STOCKS ET EN-COURS		31-déc15		
En milliers d'euros	Brut	Provisions	Net	Net
Stocks MP, fournitures et aut. appro	580	-	580	515
Stocks - en-cours de production	422	-	422	587
Stocks -pdts finis et intermédiaires	589	(316)	273	280
Total stocks et en-cours	1 591	(316)	1 275	1 383

Les stocks d'en-cours de production comprennent les machines en cours de réalisation valorisées au coût de production.

NOTE 9 - Créances d'exploitation et comptes de régularisation

Les créances d'exploitation s'analysent comme suit :

CREANCES D'EXPLOITATION		31-déc15		
En milliers d'euros	Brut	Provisions	Net	Net
Clients et comptes rattachés	5 731	(380)	5 351	4 314
Total Clients et comptes rattachés	5 731	(380)	5 351	4 314
Créances sur personnel & org. sociaux	1		1	-
Créances fiscales - hors IS	740		740	216
Impôts différés - actif	345		345	658
Etat, Impôt sur les bénéfices	964		964	236
Autres créances	123		123	273
Total Autres créances	2 172	-	2 172	1 382
Charges constatées d'avance	59		59	20
Comptes de régularisation	59	-	59	20
Total Créances	7 963	(380)	7 582	5 716

7 963

(380)

7 582

Dont :

- A moins d'un an
- A plus d'un an et moins de 5 ans
- A plus de 5 ans



Les créances clients ont une échéance intégralement à moins d'un an et, au 30 juin 2016, la provision pour créances douteuses s'élève à 380 K€ représentant 7,86% des créances.

Au 30 juin 2016, le poste « Autres créances » comprend notamment le solde des subventions à recevoir sur les projets suivants :

- Le projet FASIL à hauteur de 25 K€;
- Le projet FE2E à hauteur de 42 K€;
- Le projet pâtes pour 18 K€.

Les créances fiscales hors IS correspondent principalement à la TVA, et notamment à des crédits de TVA dont le remboursement a été demandé et perçu après la date d'arrêté de la situation semestrielle.

Les impôts différés correspondent d'une part aux impôts différés liés aux retraitements de consolidation (notamment retraitement de crédit-bail et différences temporaires liées aux indemnités de départ à la retraite) et d'autre part aux impôts différés liés à l'activation des déficits (cf. Note 25 – Impôts).

Au 30 juin 2016, la créance de Crédit Impôt Recherche s'élève à 299 K€. Le crédit d'impôt recherche de 2015 a été accepté par l'administration fiscale et perçu pour 566 K€ après le 30 juin 2016.

NOTE 10 – Disponibilités

Les montants et variations des postes constitutifs des valeurs mobilières et disponibilités sont les suivants :

DISPONIBILITES	20 iuin 16	31-déc15
	30-juin-16	51-dec15
En milliers d'euros		
Valeurs mobilières de placement	4	5
Disponibilités	7 838	975
Trésorerie active	7 843	980
Concours bancaires (trésorerie passive)	302	208
Trésorerie passive	302	208
Trésorerie nette	7 541	772



Notes annexes aux postes du Passif

NOTE 11 – Capitaux propres

Le capital s'élève à 668 K€ au 30/06/2016 contre 430 K€ au 31/12/2015, soit une hausse de 238 K€ correspondant à la valeur nominale de la levée de fonds liée à l'introduction en bourse et à l'exercice des 9 300 bons de souscription d'actions attachés à une émission d'obligations convertibles (voir Note 16 – Dettes financières). Il est composé de 3 341 608 titres d'une valeur nominale de 0,2 euros.

NOTE 12 - Intérêts minoritaires

La variation des intérêts minoritaires s'analyse comme suit :

En milliers d'euros		Résultat de		Autres		Capitaux propres	
	Réserves	l'exercice	Ecarts de conversion	Autres	Total	part des minoritaires	
Situation en date du 01/12/2015	4	-	0	-	0	4	
Variation des taux de change	(0)	-	1	-	1	1	
Part des minoritaires dans le résultat	-	5	-	-	-	5	
Situation en date du 31/12/2015	4	5	1	-	1	9	
Affectation résultat N-1	5	(5)	-	-	-	-	
Variation des taux de change	-	-	(0)	-	(0)	(0)	
Part des minoritaires dans le résultat	-	13	-	-	-	13	
Situation en date du 30/06/2016	8	13	1	-	1	22	

NOTE 13 – Provisions

Le montant et les mouvements des différents comptes de provisions sont les suivants :

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	31-déc15	Dotations	Utilisations	Reprises	Variations de périmètre	Autres	30-juin-16
En milliers d'euros							
Provisions pour charges	454	5	(430)	-	-	-	28
Provisions pour pensions et retraites	234	8	-	(27)	-	-	216
Provisions pour litiges	-		-	-	-	-	-
Autres provisions pour risques	22		(22)	-	-	-	-
Total des provisions pour risques et charges	710	13	(453)	(27)	-	-	244



L'utilisation des provisions pour charges correspond à la reprise de la provision de la prime de non conversion des obligations convertibles à hauteur de 409 K€.

Provisions pour pensions et retraites :

L'engagement de retraite pour l'ensemble du Groupe est valorisé pour 216 K€ dans la situation établie au 30 juin 2016.

Les modalités d'évaluation retenues par la société sont similaires à celles prévues par la recommandation ANC n°2013-02

Les hypothèses de calcul retenues en matière d'évaluation des indemnités de départ à la retraite sont les suivantes :

- Application de la convention collective de la Métallurgie ;
- Revalorisation des salaires : 1%;
- Taux d'actualisation : 1.05 % ;
- Taux de rotation du personnel : faible ;
- Taux de charges sociales : 40 % ;
- Départ à l'initiative du salarié entre 62 et 65 ans ;
- La table de mortalité utilisée est la table réglementaire TV 88-90
- La méthode retenue pour le calcul est la méthode des unités de crédits projetées.



NOTE 14 - Avances remboursables

AVANCES REMBOURSABLES	Avance Conseil Régional Projet Cerinject	Avance Conseil Régional Croissance	Avance OSEO Projet FASIL	Prêt 0% BPI Presse ISO	Avance ANVAR Projet BTE	Avance Conseil Régional CERINNOV	Avance Conseil Régional Contrat Croissance	Avance Conseil Régional Croissance +	TOTAL
En milliers d'euros									
En-cours 01/01/2015	157	200	192	330	31	33	57		1 000
Souscription	(0)	-						204	204
Remboursement	(26)	(29)			(31)	(33)		(29)	(148)
En-cours 31/12/2015	131	171	192	330	-	-	57	175	1 056
Souscription									-
Remboursement	(26)	(29)		(33)			(19)		(107)
En-cours 30/06/2016	105	142	192	297	-	-	38	175	949

Ces avances correspondent à des apports en trésorerie réalisées par des collectivités et sont remboursables selon un échéancier défini.

Echéancier des avances remboursables :

ECHEANCIER DES AVANCES REMBOURSABLES	30-juin-16	N+1	N+2 à N+5	> N+5
En milliers d'euros				
Avances remboursables	949	207	675	67
Avances remboursables	949	207	675	67



NOTE 15 - Dettes financières

Les dettes financières s'analysent comme suit :

DETTES FINANCIERES	31-déc15	Augmentation	Remb.	Variations de Périmètre	Autres	30-juin-16
En milliers d'euros						
Emprunts obligataires	1 233	-	(1 233)	-	-	-
Emprunts auprès établiss. de crédit	1 526	1 233	(192)	-	-	2 567
Autres emprunts et dettes assimilées	199	-	(17)	-	-	182
Intérêts courus sur emprunts	11	-	(11)	-	-	-
Concours bancaires (trésorerie passive)	208	94	-	-	-	302
Total Emprunts et dettes financières	3 178	1 327	(1 454)	-	-	3 051
Dont Crédit-Bail	20	-	(3)	-	-	17

Le Groupe n'est pas soumis au respect de covenants bancaires.

Les emprunts obligataires ont été remboursés de façon anticipée préalablement à l'introduction en bourse par l'émission d'un emprunt bancaire de même montant. La prime de non conversion attachée à ces emprunts obligataire s'élève à 424 K€. Conformément à leur engagement de souscription, les investisseurs ont souscrit à l'augmentation de capital, dans le cadre de l'introduction en bourse, à hauteur du montant de cette prime.

Les bons de souscriptions d'actions ont été exercés préalablement à l'introduction en bourse. Il en est ressorti une augmentation de capital de 24K€.

Echéancier des dettes financières :

DETTES FINANCIERES	30-juin-16	N+1	N+2 à N+5	> N+5
En milliers d'euros				
Emprunts auprès établiss. de crédit	2 567	773	1 795	-
Dont Crédit-Bail	17	6	11	
Autres emprunts et dettes assimilées	182	40	142	-
Concours bancaires (trésorerie passive)	302	302	-	_
Total Emprunts et dettes financières	3 051	1 115	1 936	-



Dettes financières en taux et devises :

L'ensemble des emprunts du Groupe ont été souscrits en euros.

DETTES FINANCIERES	30-juin-16	Taux fixe	Taux variable
En milliers d'euros			
Emprunts auprès établiss. de crédit	2 567	2 321	246
Dont Crédit-Bail	17	17	-
Autres emprunts et dettes assimilées	182	182	-
Concours bancaires (trésorerie passive)	302	302	-
Total Emprunts et dettes financières	3 051	2 805	246

NOTE 16 – Dettes d'exploitation et autres comptes de régularisation

Les dettes d'exploitation et autres comptes de régularisation s'analysent comme suit :

CREANCES D'EXPLOITATION	30-juin-16	31-déc15
En milliers d'euros		
Dettes fournisseurs	2 646	2 231
Fournisseurs et comptes rattachés	2 646	2 231
Dettes sociales	712	630
Dettes fiscales	552	315
Comptes courants - passif	5	4
Autres dettes	135	509
Total autres dettes	1 404	1 458
Produits constatés d'avance	1 548	1 039
Comptes de régularisation	1 548	1 039
Dettes d'exploitation	5 597	4 729
Dont :		
- A moins d'un an	5 597	4 729

⁻ A plus d'un an et moins de 5 ans

⁻ A plus de 5 ans



Au 30 juin 2016, le poste « Produits constatés d'avance » comprend notamment :

- Des facturations client d'avance pour 1 278 K€;
- Les subventions CERAGRAD et CERALIR pour 42 K€;
- Les Crédits d'Impôt Recherche relatifs aux projets immobilisés requalifiés en subvention d'investissement pour 228 K€.

NOTE 17 - Engagements hors bilan

	-	
ENGAGEMENTS DONNES	30-juin-16	31-déc15
En milliers d'euros		
Cautions bancaires	1 336	1 336
Nantissement fonds de commerce	119	119
Nantissement comptes titres	600	600
Nantissement comptes bancaires rémunérés	1 233	
Nantissement de matériel	120	120
Cautions de marché	146	243
Garantie sur engagement étranger	5	5
Garantie en délégation de paiement	-	-
Cession de créances (loi Dailly)	200	200
Total Engagements donnés	3 759	2 623
ENGAGEMENTS RECUS	30-juin-16	31-déc15
En milliers d'euros		
Garantie BPI	200	200
Caution personnelle	-	-
Délégation d'assurance décès	-	-
Avals et cautions divers	-	-
Total Engagements reçus	200	200

Dans le cadre de ses contrats export, le Groupe est amené à remettre à ses clients étrangers des garanties bancaires dans le cadre de leur versement d'acompte sur commandes. Le Groupe a obtenu de ses partenaires bancaires l'émission de ces garanties pour un montant maximum de 2 500 K€ au 30 juin 2016.



Notes annexes aux postes du Compte de Resultat

NOTE 18 - Information sectorielle

Chiffre d'affaires :

REPARTITION PAR NATURE	30-juin-16	30-juin-15
En milliers d'euros		
Chiffre d'affaires consolidé	7 391	4 760
Robotique et Numérisation avancée	1 993	1 118
Traitement Thermique de la matière	2 401	1 491
Procédés Laser et Décoration	1 853	922
Service après vente	414	427
Consommables	662	713
Autres	67	89
Total par Nature	7 391	4 760
REPARTITION PAR MARCHES	30-juin-16	30-juin-15
REPARTITION PAR MARCHES En milliers d'euros	30-juin-16	30-juin-15
	30-juin-16 7 391	30-juin-15 4 760
En milliers d'euros		
En milliers d'euros Chiffre d'affaires consolidé	7 391	4 760
En milliers d'euros Chiffre d'affaires consolidé	7 391 3 312	4 760 1 996
En milliers d'euros Chiffre d'affaires consolidé	7 391 3 312 2 146	4 760 1 996 1 409
En milliers d'euros Chiffre d'affaires consolidé	7 391 3 312 2 146 404	4 760 1 996 1 409 500
En milliers d'euros Chiffre d'affaires consolidé Arts de la table Céramique technique Céramique sanitaire Métallurgie	7 391 3 312 2 146 404 1 238	4 760 1 996 1 409 500 113
En milliers d'euros Chiffre d'affaires consolidé	7 391 3 312 2 146 404 1 238	4 760 1 996 1 409 500 113 346



REPARTITION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE (implantation des clients)	des clients) 30-juin-16	
En milliers d'euros		
Chiffre d'affaires consolidé	7 391	4 760
France	1 030	2 229
Europe (hors France)	2 904	1 739
Amériques	2 863	312
Asie	561	438
Afrique	23	27
Moyen Orient	10	14
Total par Zone Géographique (implantation des clients)	7 391	4 760

Actif immobilisé :

La répartition géographique de l'actif immobilisé est la suivante :

REPARTITION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE (implantation des filiales)	30-juin-16	31-déc15
En milliers d'euros		<u> </u>
Actif immobilisé consolidé	2 206	2 420
France	1 957	2 159
Europe (hors France)	179	200
Amériques	70	62
Total par Zone Géographique (implantation des filiales)	2 206	2 420



NOTE 19 – Autres produits d'exploitation

AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	30-juin-16	30-juin-15	
En milliers d'euros			
Production stockée	(87)	(315)	
Subventions d'exploitation	381	490	
Transfert de charges	21	28	
Autres produits d'exploitation	0	3	
Total autres produits d'exploitation	316	206	

Le poste « Subvention d'exploitation » comprend notamment les crédits d'impôt recherche requalifiés à hauteur de 283 K€ au 30 juin 2016.

NOTE 20 – Autres charges d'exploitation

AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	30-juin-16	30-juin-15
En milliers d'euros		
Locations et charges locatives	(214)	(212)
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	(64)	(72)
Autres charges externes	(682)	(459)
Total autres charges d'exploitation	(959)	(743)

NOTE 21 - Personnel et effectif

EFFECTIF PAR CATEGORIE	30-juin-16	30-juin-15
Cadres	40	37
Agents de maîtrise et techniciens	3	3
Employés	18	19
Ouvriers	15	15
Total Effectif	76	74
Charges de personnel	(1 991)	(1 919)



NOTE 22 – Amortissements et provisions

AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	30-juin-16	30-juin-15
En milliers d'euros		
Dotations amortissements immobilisations incorporelles	(37)	(29)
Dotations amortissements immobilisations corporelles	(77)	(88)
Dotations aux provisions sur actif circulant	(9)	(6)
Dotations aux provisions pour risques et charges	(8)	
Dotations d'exploitation	(133)	(124)
Reprises aux proviions sur actif circulant	0	0
Reprises aux provisions pour risques et charges	70	
Reprises d'exploitation	71	0
Total Net	(62)	(124)

NOTE 23 – Résultat financier

Les principaux postes du résultat financier sont :

RESULTAT FINANCIER	30-juin-16	30-juin-15
En milliers d'euros		
Charges d'intérêts	(68)	(73)
Résultat sur change	(15)	34
Autres produits et charges financières	(424)	12
Dot / Rep sur provisions financières	404	(25)
Total Résultat Financier	(103)	(52)



NOTE 24 – Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend essentiellement les opérations suivantes :

RESULTAT EXCEPTIONNEL	30-juin-16	30-juin-15
En milliers d'euros		
Produits et charges nets sur exercices antérieurs	1	1
Dot / Rep sur provisions exceptionnelles	-	(1)
Autres produits et charges exceptionnels	273	(0)
Total Résultat Exceptionnel	275	(1)

Le résultat exceptionnel correspond à la plus-value sur la cession d'un bâtiment.

NOTE 25 – Impôts

La société Cerinnov Group est tête de groupe d'intégration fiscale comprenant la société et les filiales suivantes :

- CERINNOV SAS
- WISTRA SAS

Le taux d'impôt retenu est de 33,33% au 31 décembre 2016.

La charge d'impôt de l'exercice se décompose et se justifie de la manière suivante :

VENTILATION DE LA CHARGE / PRODUIT D'IMPOT	30-juin-16	30-juin-15
En milliers d'euros		
Impôt courant	50	(0)
Impôt différé	16	3
Total de l'impôt	66	3



PREUVE D'IMPOT	30-juin-16	30-juin-15
En milliers d'euros		
Résultat consolidé net d'impôt	273	(5)
Charge / Produit d'impôt	66	3
Résultat consolidé avant impôt	339	(2)
Taux d'impôt théorique	33.33%	33.33%
Impôt théorique calculé	113	(1)
Impacts		
Incidence des différences permanentes	68	(7)
Incidence des amortissements sur incorporels et GW	(21)	(16)
Incidence des différences et variations de taux	6	-
CICE et crédits d'impôts	114	134
Activiation de déficits / (non activation de déficit et limitation)	(118)	(114)
Autres	(1)	(1)
Total de l'impôt	66	3

Ventilation des actifs (passifs) nets d'impôts différés :

Les actifs nets d'impôts différés s'établissaient comme suit :

VENTILATION DES IMPOTS DIFFERES	30-juin-16	31-déc15
En milliers d'euros		
Différences temporaires	74	81
Retraitements fiscaux et d'harmonisations	(164)	(155)
Elimination résultats internes	22	23
Activation (limitation) d'impôts différés	287	287
Total impôts différés nets	220	236
Actifs d'impôts différés	342	236
Passifs d'impôts différés	(122)	
Total impôts différés nets	220	236

Au 30 juin 2016, le Groupe n'a pas comptabilisé d'impôt différé actif complémentaire sur ses déficits fiscaux. Les déficits fiscaux activés antérieurement s'élevaient à 287 K€.



Notes complémentaires

NOTE 26 - Rémunération des organes de direction

La rémunération des membres composant l'organe de direction s'élève à 91 K€. De plus, les engagements en matière de pensions et indemnités assimilées s'élèvent à 27 K€.